



**PUBLIE LE 15 DEC. 2025**

**BUDGET PRINCIPAL  
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 2025  
PRÊT POUR LE SECTEUR PUBLIC LOCAL PRU-AM  
REALISATION D'UN CONTRAT DE PRÊT PRU-AM D'UN MONTANT TOTAL DE 1.470.000,00 €  
AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE  
PISCINE RUE JEAN-PHILIPPE RAMEAU  
AUTORISATION  
Réf. 2025 / 113**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles.L.2122-22 (3°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire notamment en ce qui concerne la gestion de la dette,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 20 janvier 2025 relative au budget primitif du budget principal 2025 autorisant le recours à l'emprunt,
- Les conditions générales proposées par la Caisse des Dépôts et Consignations dans son offre initiale de financement en date du 3 juillet 2025,

CONSIDERANT :

- Que le besoin de financement prévisionnel de la section d'investissement du budget principal pour l'année 2025 est estimé à 10.500.000,00 €,
- Que suite à l'appel d'offre bancaire lancé par les services de la Ville, les conditions proposées par la Caisse des Dépôts et Consignations dans son offre de financement du 3 juillet 2025 pour financer, à hauteur de 1.470.000,00€, la construction d'une piscine rue Jean-Philippe Rameau ont été retenues.

DECIDONS CE QUI SUIT :

Article 1<sup>er</sup>. - est autorisée la signature d'un contrat de prêt avec la Caisse des Dépôts et Consignations dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt en euros	1.470.000,00€
Ligne du prêt	PRU-AM
Objet	Construction d'une piscine rue Jean-Philippe RAMEAU
Durée de la phase de préfinancement	36 mois
Base de calcul des intérêts – phase de préfinancement	Nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 365 jours

Durée	20 ans
Périodicité des échéances	Trimestrielle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0.6 %
Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance	En fonction de la variation du taux du LA
Base de calcul des intérêts – phase amortissement	Nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Amortissement	Amortissement prioritaire
Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt	Autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1% calculée sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation
Commission d'instruction	0,06% du montant du contrat de prêt
Remboursement anticipé	Autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
Typologie Gissler	1A

Article 2.- La recette en résultant sera imputée au chapitre 16 (emprunts et dettes assimilées), article 1641 (emprunts en euros), du budget,

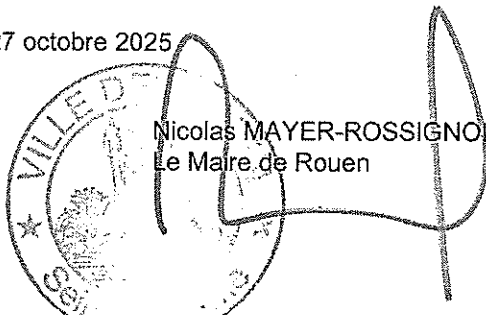
Article 3.- Les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 16 (emprunts et dettes assimilées), article 1641 (emprunts en euros), au chapitre 66 (charges financières), article 66111 (intérêts réglés à l'échéance), et au chapitre 011 (charges à caractère général) article 627 (services bancaires et assimilés) du budget,

Article 4.- Mr Le Maire, Nicolas MAYER ROSSIGNOL, est autorisé à signer le contrat relatif à cet emprunt avec la Caisse des Dépôts et Consignations et à procéder aux versements et remboursements des fonds dudit prêt, et à signer tous documents relatifs à cette affaire,

Article 5.- La Ville de ROUEN décide que le remboursement du présent emprunt conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations s'effectuera dans le cadre de la procédure de débit d'office et selon le principe de règlement sans mandatement préalable,

Article 6.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 27 octobre 2025

  
Nicolas MAYER-ROSSIGNOL  
Le Maire de Rouen

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du CJA.